

Cette année, nous assistons à une récession économique, nous nous inquiétons face aux prêts hypothécaires et au resserrement des crédits, alors que beaucoup de gens dans le monde s'inquiètent pour leur prochain repas. Ce qui s'est passé, c'est que l'économie mondiale a créé de très grandes inégalités et que de nombreuses personnes ont été marginalisées et exclues. Cela relève des droits économiques et sociaux, c'est un problème de droits fondamentaux car il concerne l'égalité des droits, une question de dignité humaine ; ces questions méritent qu'on s'y attelle. Cela fait beaucoup trop longtemps que les droits économiques et sociaux sont les parents pauvres des droits civils et politiques. Il faut que les gouvernements et les institutions internationales puissent étudier un moyen de concrétiser ces droits économiques et sociaux, d'autant plus que nous vivons à une époque où les personnes les plus vulnérables sont aussi celles qui souffrent le plus des problèmes économiques mondiaux.